

**Nations unies - G5 Sahel -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 23 mai 2018)

Madame la Présidente,

Je remercie la sous-secrétaire générale des Nations unies aux opérations de maintien de la paix, Mme Bintou Keita, le secrétaire permanent du G5 Sahel Maman Sidikou, dont je salue chaleureusement la présence et l'engagement exemplaire, ainsi que la représentante de l'Union africaine, l'ambassadrice Fatima Kyari Mohammed et le représentant de l'Union européenne, l'ambassadeur Joao Vale de Almeida, pour leurs interventions particulièrement éclairantes. Elles démontrent une nouvelle fois la pleine mobilisation de la communauté internationale en soutien au G5 et à la lutte contre le terrorisme au Sahel.

Madame la Présidente,

Près de six mois après l'adoption de la résolution 2391, l'opérationnalisation de la force conjointe a fait l'objet d'avancées importantes. Après la tenue de la conférence de Bruxelles et la signature de l'arrangement technique, le G5 Sahel dispose désormais du socle nécessaire pour aller de l'avant dans le déploiement de la force conjointe. Les progrès sur le terrain sont réels, à travers notamment la combinaison de plusieurs éléments : l'opérationnalisation des structures de commandement, le déploiement de la majorité des troupes attendues sur le fuseau Centre, l'adoption du cadre de fonctionnement opérationnel et administratif de la force ou encore la conduite de nouvelles opérations. L'endossement du cadre de conformité en matière de droits de l'Homme est également un développement très positif, puisqu'il s'agit d'une dimension essentielle pour le succès de la force conjointe et son action au service des populations. Enfin, le renforcement en cours du secrétariat permanent, et des instruments à sa disposition, notamment financiers va dans le bon sens et doit être soutenu. Tout cela fait de la force conjointe un modèle potentiel de force africaine d'intervention.

Madame la Présidente,

Autant l'ambition est forte et la dynamique en ce sens bien engagée, autant nous devons faire preuve de réalisme s'agissant notamment des attentes à court terme. La force conjointe fait encore face à de nombreux défis, y compris s'agissant de la disponibilité d'équipements critiques comme les moyens de communication destinés à faire le lien entre ses structures de commandement et ses contingents sur le terrain. Son opérationnalisation ne peut se faire du jour au lendemain. Il importe que les Etats du G5 Sahel continuent dans les mois à venir de faire le meilleur usage du soutien apporté afin de finaliser l'opérationnalisation de la force. C'est la priorité. Cela passe notamment par le déploiement effectif de l'ensemble des troupes,

ainsi que par le transfert d'autorité vers le commandant de la force. La mise en place d'une composante police est également cruciale, afin de garantir la judiciarisation des activités de la force conjointe et le lien indispensable avec les chaînes pénales de chacun des Etats du G5. Enfin, les allégations de violations des droits de l'Homme doivent toutes faire l'objet d'enquêtes et, si elles sont avérées, de poursuites judiciaires, conformément aux principes posés dans le cadre de conformité.

Madame la Présidente,

La matérialisation des contributions annoncées constitue une condition importante pour permettre aux Etats du G5 Sahel d'avancer dans l'opérationnalisation de la force conjointe. Notre responsabilité, en tant que partenaires du G5 Sahel, est donc de tout faire pour que ce soutien soit décaissé dans les meilleurs délais, ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas aujourd'hui. Nous ne pouvons nourrir à l'égard de la force conjointe des attentes qui soient déconnectées du rythme de mise en oeuvre de notre propre soutien. Nous devons en effet avancer sur les deux jambes. La coordination de l'aide bilatérale est également cruciale, à un moment où le G5 Sahel fait face à un afflux important de bonnes volontés, avec des moyens d'absorption limités. C'est le sens du travail remarquable effectué par l'Union européenne à travers le "coordination hub", à la demande et en liaison étroite avec les Etats du G5 Sahel. Ce travail doit être poursuivi et soutenu, en pleine association avec le Secrétariat permanent du G5 Sahel. La France continue pour sa part, vous le savez, à apporter un soutien matériel et opérationnel aux Etats du G5 Sahel.

Madame la Présidente,

L'activation du soutien prévu dans le cadre de l'arrangement technique, grâce à une première contribution de la part de l'Union européenne, est également très importante. Elle permet en effet à la MINUSMA de fournir à la force conjointe un soutien logistique et opérationnel directement sur le terrain, soutien qui ne peut être apporté par les autres canaux de financements, notamment bilatéraux. La MINUSMA pourrait toutefois faire davantage encore si des financements additionnels étaient trouvés. Nous appelons donc les donateurs qui n'ont pas encore fléchi leurs contributions à participer au financement de ce mécanisme très utile.

Enfin, il est clair que la réponse militaire ne constitue qu'une partie de la solution et qu'il ne saurait y avoir de stabilisation durable du Sahel sans avancées concomitantes sur le plan politique et du développement. C'est un point essentiel. Sur le plan politique, nous devons plus que jamais mettre à profit l'ensemble des leviers dont nous disposons pour encourager les parties maliennes à mettre en oeuvre leurs engagements, y compris avant les prochaines élections. Les dernières semaines ont été le théâtre de plusieurs signaux encourageants en ce sens, avec notamment l'inauguration du MOC de Kidal. Ces signaux doivent désormais être confirmés et amplifiés. Sur le plan du développement, notre objectif doit être de coordonner l'action des différents bailleurs autour de priorités ciblées, définies en lien avec les partenaires du G5 Sahel et visant à garantir un effet direct pour les populations les plus vulnérables. C'est tout le sens de la démarche de l'Alliance Sahel, qui s'inscrit parfaitement dans le cadre plus général fixé par la stratégie intégrée des Nations unies.

Madame la Présidente,

La France entend continuer à porter avec détermination la question de la lutte contre le terrorisme au Sahel au Conseil de sécurité. La situation sur le terrain le justifie plus que jamais. Le dernier rapport du Secrétaire général présente des recommandations pertinentes et adaptées pour apporter à la force conjointe un soutien qui soit à la fois prévisible, durable et à la hauteur des enjeux. Nous continuerons à travailler dans cette direction, en tenant compte du rythme d'opérationnalisation de la force conjointe sur le terrain et en cherchant à préserver le consensus au sein du Conseil sur ce dossier. Mais les attentes demeurent fortes, à la mesure des enjeux, et nous nous devons d'y répondre.

À court terme, il convient à la fois d'appeler la communauté internationale à mettre en oeuvre dans les meilleurs délais l'ensemble du soutien annoncé, et d'encourager les Etats du G5 Sahel à poursuivre leur mobilisation en faveur du déploiement effectif de la force conjointe. La France soumettra à l'issue de cette réunion une proposition de déclaration à la presse du Conseil de sécurité en ce sens.

Je vous remercie./.